Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger

Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger

Band: 25 (1998)

Heft: 2

Artikel: Interview du conseiller national Philippe Pidoux : "Repenser l'organisation de notre pays"

Autor: Lenzin, René / Pidoux, Philippe

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912805

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

en matière scolaire. Ils tentent de résoudre les problèmes transfrontaliers au sein de l'«Arc jurassien». Il n'y a toutefois pas que les nécessités politiques, mais aussi les différences de mentalité et de langue qui ont suscité des réserves face à des projets par trop audacieux au sein de l'Espace Mittelland, constate Treina.

Pas de démantèlement de la souveraineté

On ne parle pratiquement nulle part aujourd'hui d'un transfert réel de compétences à des organes supracantonaux, ce qui reviendrait finalement à créer de nouvelles unités administratives. Il est vrai qu'un redécoupage de la Suisse en moins de régions s'imposerait, en effet, dans une perspective politico-économique, car le système actuel avec ses 26 marchés différents est onéreux et lourd, explique Treina, non sans considérer toutefois qu'un assouplissement ou même une suppression de la souveraineté cantonale est, dans les conditions actuelles, complètement irréaliste. C'est pourquoi les dossiers de l'«Espace» n'y font logiquement nullement référence. «A long terme, naturellement, la question se pose», déclare Sandra Maissen, «mais nous ne pouvons pas déterminer aujourd'hui ce qu'il faudra faire dans 50 ans.»

Les administrations et les milieux politiques, qui perdraient une grande partie de leurs pouvoirs, ne sont pas les seuls à s'opposer à un démantèlement de la souveraineté des cantons. Une grande partie de la population y est également hostile. Certes, la participation des citoyens aux élections et votations est encore plus faible sur le plan cantonal que fédéral et communal, néanmoins il ne saurait être question de toucher au fédéralisme. L'idée d'une fusion entre Vaud et Genève, lancée par le conseiller national et ancien conseiller d'Etat vaudois Philippe Pidoux, a soulevé l'an passé un tollé dans les deux cantons (voir interview). Et dans le canton de Schaffhouse, la question de l'achat d'un scanner médical a soulevé une incroyable vague d'émotions dans l'opinion publique (finalement l'achat a été rejeté à une faible majorité).

La politique régionale de l'Union européenne

Aussi en restera-t-on pour le moment à des liens lâches entre cantons au sein d'espaces économiques et de conférences régionales des gouvernements cantonaux (voir encadré). Néanmoins, la pression en faveur d'une collaboration intercantonale et transfrontalière va s'accroître. Cette pression provient surtout de la politique régionale de l'Union européenne, qui a joué un rôle central dans la création de l'Espace Mittelland, relèvent aussi bien Sandra Maissen que Michael Treina. L'octroi, par l'Union européenne, d'une certaine souveraineté à des régions que l'histoire a rendues homogènes, qu'on peut considérer comme une sorte d'«helvétisation» de l'Union européenne, remet simultanément en question le fédéralisme suisse, car la plupart des cantons sont trop petits pour pouvoir tenir leur registre dans le concert de l'Europe des régions.

En conclusion, il faut constater que ceux qui parlent aujourd'hui de la fin des cantons méconnaissent la situation. Mais ceux qui pensent qu'une Suisse à 26 cantons est immuable vont devoir, à terme, réviser leur jugement. Un conseiller aux Etats de Suisse orientale l'a dit à mots couverts: «Je suis convaincu que nous devons créer un canton de Suisse orientale, mais comme le temps n'est pas encore mûr pour une telle idée, il serait nuisible d'en parler maintenant déjà en public.» Philippe Pidoux, son collègue au Parlement, sera sans doute de son avis. ■

Conférences gouvernementales régionales

Conférence des gouvernements de Suisse centrale: *Lucerne, Nidwald, Obwald, Schwyz, Uri, Zoug.*

Conférence régionale des gouvernements du nord-ouest de la Suisse: *Aarau, Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Berne, Soleure.*

Conférence des gouvernements de Suisse orientale: *Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Glaris, Grisons, Schaffhouse, St-Gall, Thurgovie.*

Conférence des cantons de Suisse romande: *Berne, Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Vaud, Valais.*

Conférence des gouvernements des cantons de montagne: *Glaris, Grisons, Nidwald, Obwald, Tessin, Uri, Valais.*

Interview du conseiller national Ph

«Repenser l'

Philippe Pidoux: «Ces 26 Etats nains sont obsolètes dans le monde d'aujourd'hui.» (Photos: Michael Stahl)

Monsieur Pidoux, vous avez récemment proposé une fusion des cantons de Vaud et de Genève. Est-ce l'idée d'un technocrate ou d'un rêveur?
Le rêve est une condition de l'action. Voulons-nous transmettre une Suisse paralysée dans ses cloisonnements et ses complexités? Notre génération a reçu de celle qui a fait la Mobilisation un pays privilégié. Nous nous sommes endettés au-delà de toute raison et nous laissons à nos enfants le soin de rembourser ces dettes. Je veux, lorsque mes enfants me demanderont ce que nous avons fait de notre pays, pouvoir leur répondre que j'ai contribué à proposer une nouvelle organisation.

Les frontières cantonales perdent de leur importance dans le quotidien des gens. Néanmoins, une majorité de gens sont hostiles à votre idée. Comment vous expliquez-vous cette contradiction?
Notre proposition a un certain succès dans ce que j'appelle la société civile. Mais tous ceux qui exercent un pouvoir veulent éviter de le perdre; et l'administration a aussi peur du changement. Voilà pourquoi mon idée se heurte à tous les «apparatchiks».

pe Pidoux

rganisation de notre pays»

Croyez-vous que votre proposition pourrait trouver une majorité dans une votation populaire?
Dans des sondages d'opinion qui ont été faits en juin 1997, une majorité d'habitants des cantons de Vaud et de Genève se sont dit favorables à l'idée d'une fusion des deux cantons. Dans cette partie du pays, la conscience d'une certaine identité lémanique s'est créée. Ceux qui arrivent ici vous le disent: il existe une ville, une mégapole, qui s'étend de Genève à Montreux. C'est une ville verte, une ville écologique, une ville cultivée, une ville où les femmes peuvent se promener dans la rue sans danger et où les enfants sont bien éduqués.

Il y a des raisons de penser que vous n'avez pas été réélu au Conseil d'Etat de votre canton pour avoir soutenu une politique de rationalisation trop radicale dans le domaine hospitalier. Et cela ne vous empêche pas de lancer une idée encore plus radicale...
Même s'il faut commander court, on peut voir loin. Il est écrit dans les faits que nous finirons par trouver un accord avec l'Union européenne. On créera donc une région avec nos voisins et je crains que – si nous restons affaiblis comme nous le sommes – elle ne se construise autour de Lyon, avec une préfecture à Genève et une sous-préfecture à Lausanne. Or, avec un million d'habitants, la région de Vaud et de Genève est la deuxième région de Suisse après Zurich. Je veux la renforcer pour qu'elle puisse prendre elle-même les décisions concernant son avenir.

Les deux cantons de Vaud et de Genève sont des cantons riches, mais ils sont aussi les derniers de la classe en Suisse quant à leur endettement. Financièrement, ils ont mené une politique irresponsable. Il faut utiliser cette faiblesse pour changer les règles des cantons et repenser leur organisation. D'autant plus que l'organisation d'un canton est au service des citoyens et que ceux-ci ne doivent pas servir l'administration.

Il existe déjà différentes formes de coopération intercantonale et transfrontalière, comme le «Conseil du Léman», la Conférence des gouvernements de Suisse romande ou l'«Espace Mittelland». Pourquoi créer encore un «canton du Léman»?
Ayant travaillé à l'intérieur du système, j'ai pu mesurer les résistances au changement. La Suisse est un pays déjà compliqué avec des décisions au niveau des communes, des cantons et de la Confédération et donc possibilité de blocage à ces trois niveaux. Comme la collaboration intercantonale est indispensable, vous pouvez créer un 4e niveau, celui de la collaboration intercantonale avec les institutions que vous avez mentionnées; mais vous créez aussi un 4e échelon de blocage. Prenez l'exemple de la collaboration des deux hôpitaux universitaires de Lausanne et de Genève. Cette première collaboration est déjà contestée par référendum, à Genève, contre la décision du Grand Conseil. D'où ma proposition d'unir ces deux cantons, afin de ne pas compliquer encore les organisations et de permettre le contrôle démocratique du souverain dans le cadre d'un canton.

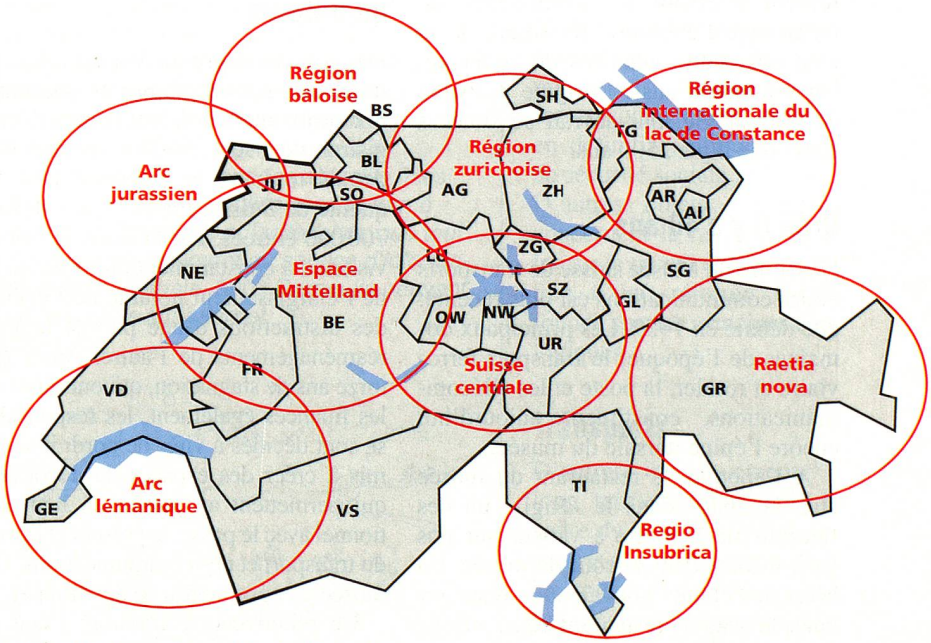
Votre proposition est-elle taillée à la mesure de la situation spécifique qui prévaut dans la région lémanique ou peut-elle servir de modèle pour d'autres régions de Suisse également?
La fusion des deux grands cantons de la Suisse romande est un processus nécessaire au renouveau fédéraliste de la Suisse tout entière. La Suisse centrale est placée devant les mêmes problèmes que nous. La Suisse orientale collabore de manière accrue. La plupart des problèmes que doivent résoudre les pouvoirs publics nécessitent une masse critique minimale. Je pense que nos 26 Etats lilliputiens correspondaient aux besoins des habitants jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Mais ces 26 Etats nains sont obsolètes dans le monde d'aujourd'hui.

Interview: René Lenzin

Philippe Pidoux

Né en 1943 à Lausanne, Philippe Pidoux a été conseiller d'Etat vaudois de 1986 à 1993. En sa qualité de directeur de la santé publique, il s'est employé avec énergie à rationaliser le secteur de la santé et a mis en chantier, notamment, un projet de fusion – actuellement au stade des décisions politiques – des hôpitaux universitaires de Genève et de Lausanne. En 1993, Philippe Pidoux a dû quitter le Conseil d'Etat vaudois, faute d'y avoir été réélu. Il siège au Conseil national au sein du groupe radical depuis 1983.

Les espaces économiques de la Suisse



BURI *GRAFIK* (Source: Espace Mittelland/Treina)